

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



PURFER Corbas (ex- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT)

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

Références : UD-R-SSDAS-22-267-LL
Code AIOT : 0010600304

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement PURFER - GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 13 bis avenue de l'industrie 69960 CORBAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 13 bis avenue de l'industrie 69960 CORBAS
- Code AIOT : 0010600304
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

En 2021, le groupe DERICHEBOURG-PURFER a procédé à l'acquisition du groupe ECORE et de sa filiale GDE (Guy Dauphin Environnement). L'établissement de Corbas fait désormais partie des sites PURFER. La reprise opérationnelle de cet établissement s'est faite au printemps 2022. Par courrier du 28/06/2022, la société PURFER a porté à la connaissance du préfet une déclaration de changement d'exploitant du site GDE de Corbas conformément aux dispositions du L. 181-15 du code de l'environnement ainsi qu'une demande de nouvel agrément VHU, sans toutefois fournir les justificatifs demandés dans ce cas par l'arrêté ministériel du 14/04/2020 modifiant l'arrêté du 02/05/2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU. Par courrier du 22/07/2022, l'Inspection a motivé sa demande de compléments au nouvel exploitant PURFER.

La société PURFER exploite sur la commune de CORBAS des installations de transit, regroupement et tri / traitement mécanique de déchets de métaux ou d'alliage de métaux non dangereux et un centre de dépollution de Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Pour ce site de Corbas, la société GDE avait été régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié et par agrément préfectoral du 29 octobre 2018. Les activités actuellement autorisées et exercées sur ce site sont classées (notamment) sous les rubriques n° 2712-1 (E), 2713-1 (E), 2718-1 (A), 2791-1 (A) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le changement d'exploitant fait l'objet d'une instruction en cours au moment de la présente inspection.

L'établissement de Corbas, sur une surface totale de 15 600 m², dont 11 000 m² de surface et bâtiments à usage industriels, comprend les installations suivantes :

- deux préfabriqués à usage de vestiaire, d'archives et bureaux à l'entrée du site, deux pont-bascule avec portique de détection de radioactivité,
- un bâtiment à l'Ouest d'une surface d'environ 500 m² destiné à l'entreposage de déchets ayant une valeur marchande (pots catalytiques, câbles, cuivre, etc.)
- devant ce bâtiment, une zone de dépotage pour les particuliers et artisans / PME, liée au rachat de leurs apports de métaux,
- à l'extrémité Est, deux stations de dépollution de VHU ;
- une aire d'entreposage de VHU attenante à la station de dépollution ;
- au NO, une fosse enterrée et couverte de stockage de batteries Pb d'une capacité de 60 tonnes (installation à l'arrêt lors de la visite)
- des aires extérieures de stockage de déchets de métaux ferreux et non ferreux,
- une presse-cisaille de forte capacité, des grues avec grappin ou électro-aimant
- et à l'extrémité Nord du site, une récupération spécifique des huiles au niveau des alvéoles de tournures et des déchets contenant des résidus huileux (moteurs).

En 2020, l'activité VHU avait fortement augmenté du fait du transfert de l'unité de dépollution de St Genis Laval : plus de 6000 VHU ont été traités à Corbas contre 2121 en 2019. Cette augmentation s'est amplifiée en 2021 avec 7 838 VHU réceptionnés. Mais en 2022, la prévision porte sur un total d'environ 5000 VHU traités. L'activité d'achat au détail puis de massification pour les batteries Pb et divers métaux complète l'activité VHU.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	suite APMD_2021 – extraction des FF et suivi	AP de Mise en Demeure du 07/05/2021, article 1er	/	Amende	
9	plan à jour des réseaux d'eau	Arrêté Ministériel du 6/06/2018, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/12/22

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan à jour des surfaces occupées par les activités	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 1	/	31/12/22

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
3	VHU- entreposage des entrants	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
4	VHU- entreposage des pneus retirés	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
5	VHU- entreposage DD extraits	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
6	VHU- entreposage carcasses dépolluées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
10	curage annuel du séparateur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
11	analyses d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 3	/	31/12/22
12	stock de batteries	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 1	/	31/12/22

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, dans un contexte de changement d'exploitant, permet de lever partiellement la mise en demeure du 07/05/2021, uniquement sur le premier point de l'article 1.

Cependant, cette même visite ne permet pas de lever le point 2 de l'article 1 de la mise en demeure du 07/05/2021 d'où la proposition d'une amende administrative. En effet l'extraction et la traçabilité des fluides frigorigènes des véhicules hors d'usage n'est toujours pas menée selon la réglementation en vigueur depuis 2012 (voir fiche de constat n°7).

D'autre part, lors de la précédente visite (mars 2021) une demande expresse de plan des réseaux d'eau et de description de la récupération des eaux sales de la zone nord du site, n'a pas été suivie d'effet. De plus une pollution de plusieurs m² d'espaces verts a été constatée lors de la présente visite, à proximité immédiate du bassin de collecte de ces eaux sales. Une nouvelle mise en demeure est donc proposée sur ce point, avec un délai fixé au 31/12/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des sols et des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : par sondage : date réception, code déchet, numéros de SIRET, code traitement
Constats : Le système informatique utilisé par PURFER pour tous ses sites est entré en fonction au 1er juillet pour ce site. Le site comporte 2 ponts bascule, l'un pour les apports de véhicules légers, le deuxième pour les poids lourds. Le site utilise TRACKDECHETS pour les déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des sols et des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : par sondage : date enlèvement, code déchet, numéros de SIRET, code traitement
Constats : Le système informatique utilisé par PURFER pour tous ses sites est entré en fonction au 1er juillet pour ce site. Le site utilise TRACKDECHETS pour les déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : VHU- entreposage des entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Pour les « petits apporteurs », la zone de déchargement se fait devant le bâtiment des métaux, à gauche après l'entrée. Le site traite quotidiennement ses apports, il n'y a aucun stock de VHU entrants pour extraction de pièces de réemploi. Le site a comme objectif de détruire rapidement les VHU entrants. Lors de la visite, aucun VHU entrant n'était en stock. Les réceptions faites plus tôt dans la matinée avaient déjà été traitées. La zone est imperméable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VHU- entreposage des pneus retirés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.
Constats : Les roues (jante et pneus) sont retirées et mise en benne, puis expédiées à Salaise (38) pour être séparées. Le stock sur le site de Corbas reste minime. Lors de la visite, il est de 60m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : VHU- entreposage DD extraits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
Constats : Les déchets dangereux extraits de VHU sont entreposés à l'abri et sur rétention adaptée. L'exploitant a amélioré la protection de cet espace par ajout de bardage métallique vertical à l'arrière de la zone dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VHU- entreposage carcasses dépolluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
Constats : Dès que 10 à 15 VHU ont été dépollués, ils sont aplatis et envoyés à Salaise (38). Aucun stock n'était visible lors de la présente visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : suite APMD_2021 – extraction des FF et suivi

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/05/2021, article 1er
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : APMD du 7 mai 2021 : appliquer immédiatement le cahier des charges de dépollution des véhicules hors d'usage, qui impose d'extraire et faire éliminer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU traités sur le site conformément au cahier des charges de l'arrêté préfectoral d'agrément du 29 octobre 2018.
Constats : L'exploitant dispose d'une Attestation de capacité N°2013/55014.3 délivrée par AFNOR et valable jusqu'au 09/02/2025 et d'une machine portable pour extraire ces fluides. Comme en mars 2021 lors de la précédente inspection, le matériel utilisé pour le retrait des FF n'est pas installé en tant que poste de travail permanent comme l'est celui utilisé pour le retrait des huiles moteurs par exemple. L'appareil est placé dans une armoire, le dépollueur doit le brancher au

réseau électrique, puis aller chercher une bonbonne de gaz, puis connecter l'appareil à cette bouteille, et enfin connecter l'appareil au circuit du véhicule.

Suite au constat n°3 fait lors de l'inspection précédente (9 mars 2021), le Préfet a pris un arrêté de mise en demeure daté du 7/05/2021, imposant en son article 1 point 2 d' « *appliquer immédiatement le cahier des charges de dépollution des véhicules hors d'usage, qui impose d'extraire et faire éliminer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU traités sur le site conformément au cahier des charges de l'arrêté préfectoral d'agrément du 29 octobre 2018.* »

L'établissement de Corbas, en tant que centre VHU agréé, est soumis à un audit externe annuel vérifiant différents points de conformité dont l'extraction des fluides frigorigènes (FF).

Le contrôle effectué le 29/08/2022 par l'AFNOR indique pour l'année 2021: 4,5 g de FF extrait par VHU, soit 35 kg. Pour l'année 2020, le contrôle effectué le 15/06/2021 par l'AFNOR indique: 0,3 g FF extrait par VHU, soit 1,72 kg. L'Inspection note que la progression apparaît forte, mais que le point de départ ne saurait constituer une référence, puisqu'en 2019 aucune extraction de FF n'était opérée alors que l'obligation existe depuis 2012.

Le potentiel d'extraction de FF par VHU est estimé selon les données suivantes. Une campagne ADEME menée en 2019 indique la présence de 40 g de FF en moyenne sur l'ensemble des 299 VHU représentatifs du parc français. La part de véhicules équipés augmente d'année en année, les véhicules neufs en France sont majoritairement climatisés depuis 2005. Lors de la campagne ADEME, 118 VHU sur 299 avaient un système de froid. Si l'on considère que 50 % de ces VHU équipés de système de froid sont dégradés lors de leur arrivée (moteur absent...) alors la quantité à récupérer en moyenne par VHU entrant sur un site devrait être autour de 20 g par VHU.

L'exploitant indique que les VHU qu'il reçoit ne contiennent plus de FF dans leur grande majorité et pour diverses raisons (âge, manque d'entretien du véhicule, retrait du moteur avant la livraison du VHU...). Cependant, aucun reporting ni consolidation du poids de FF extrait des VHU ne nous a été présenté. Seules des fiches papier sont remplies par le « dépollueur ».

Depuis 2012, la réglementation nationale impose d'extraire, de tracer et de faire éliminer les fluides frigorigènes (FF) contenus dans les VHU acceptés pour destruction dans un centre VHU. Compte tenu de la quantité de FF recueilli à PURFER-GDE Corbas en 2021 (4,5 g par VHU), de l'absence de preuves de reprise des gaz extraits, de l'absence de données de suivi, l'Inspection des installations classées considère que l'exploitant ne respecte toujours pas l'article 36 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et n'applique pas sur ce point le cahier des charges de dépollution des véhicules hors d'usage, en annexe de son arrêté d'agrément du 29 octobre 2018.

Compte tenu du non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 7 mai 2021, l'Inspection propose une amende administrative de 5.000 €. Cette amende se base sur les économies annuelles réalisées par le centre VHU grâce au non-suivi des quantités de FF extraites, à l'évitement du coût d'élimination des FF extraits, à l'absence d'extraction des FF sur une partie des véhicules entrants, dans l'hypothèse de 1000 VHU concernés et donc un coût évité estimé ici à 5€ par VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 8 : Plan à jour des surfaces occupées par les activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement

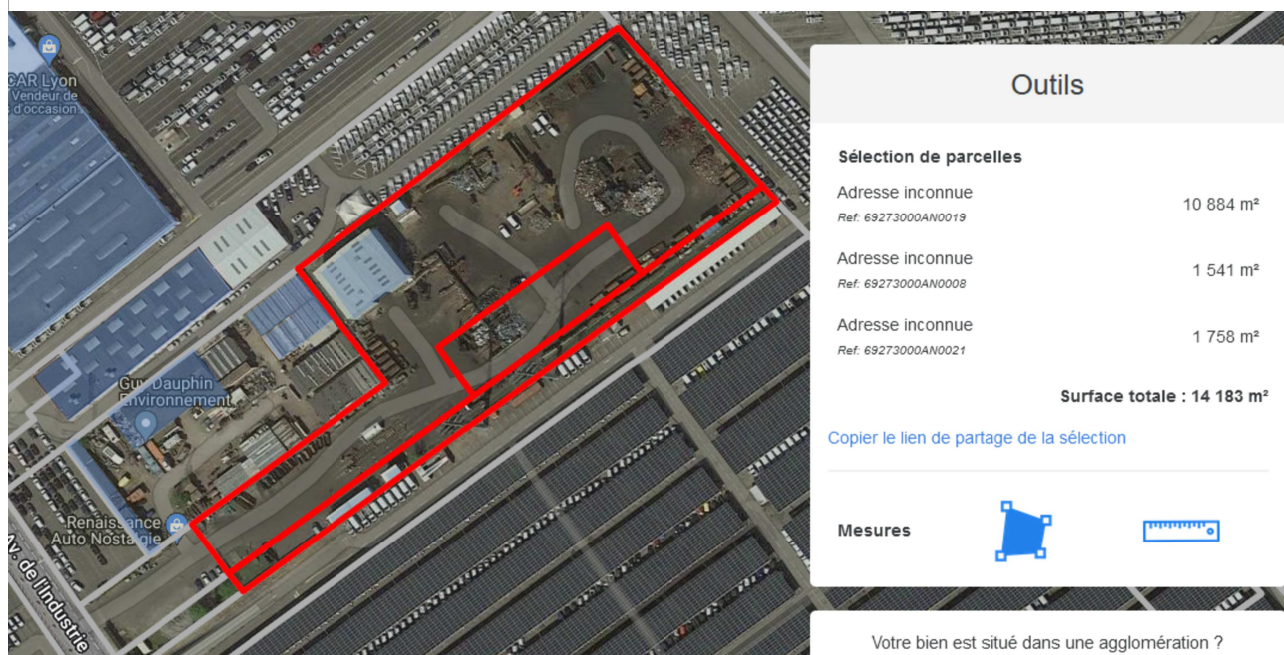
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

surface maximum de 10650 m² pour les activités 2713 du site.

Constats : La connaissance de la surface imperméabilisée du site est importante pour vérifier le

dimensionnement des dispositifs de traitement et de retenue des eaux de ruissellement du site, en dehors des surfaces d'espaces verts où l'eau s'infiltre directement.



S'agissant des espaces verts, une estimation faite sur site aboutit à un total cumulé de moins de 1000 m² :

- côté Sud : bande de 2,5 m de large, sur 150 m de long = 380 m²
 - côté Est : bande de 2 m de large, sur 80 m de long = 160 m²
 - côté Nord : bande de 2 m de large, sur 80 m de long = 160 m²
 - côté Ouest : bande de 3 m de large, sur 30 m de long = 90 m²
 - entrée sud : 100 m² vers le débourbeur
- TOTAL : 890 m²

Le Dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2004 indique 3400 m² d'espaces verts sur le pourtour du site. L'Arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 attribue 10 000 m² pour les déchets métalliques. L'APC de janvier 2014 en vigueur attribue 10 650 m² à la rubrique 2713 et 9 000 m² à la rubrique 2712. Le dernier plan fourni à l'Inspection date de 2006.

Pour information, la surface totale indiquée pour les 3 parcelles ci-dessus est de 14 183 m².

Lors de la visite, il a été constaté une dégradation des limites de certaines bandes d'espaces verts, notamment au nord du site : la bordure béton est détruite et les eaux souillées peuvent pénétrer sur cette bande. De plus il a été constaté des stocks et entreposages directs sur certaines portions d'espaces verts.

Type de suites proposées : Susceptible de suites. D'ici le 31/12/2022, l'exploitant doit :

- transmettre un plan à jour de son site et des surfaces imperméabilisées, implantation des installations, des espaces verts.
- réparer les bordures dégradées et retirer tout déchet ou stockage de ces espaces.

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : plan à jour des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 6 juin 2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constats : Suite au constat n°4 de l'inspection du 9 mars 2021, un délai de 3 mois avait été accordé : « l'exploitant fait ou fait faire un diagnostic et une cartographie précise de son réseau de collecte des eaux de ruissellement, incluant l'extrémité nord du site. » En date du 4 mai 2021, l'exploitant a envoyé un courrier de réponse à l'Inspection, comportant le devis du cabinet GEOPROCESS pour faire l'état des lieux de son réseau d'eau. Aucun autre document n'est parvenu à l'Inspection. Pour préparer la présente visite, le plan à disposition de l'Inspection date de 2006 et n'est plus exact. Lors de la présente visite à l'extrémité Nord du site, l'Inspection a constaté une pollution sur 5 à 10 m ² d'une surface en herbe jouxtant le dispositif de gestion des huiles et résidus résultant de l'activité « tournures » adjacente. Cette activité « tournures » ainsi que la gestion de pièces métalliques grasses comme les moteurs, se fait sur une zone bétonnée d'environ 500 m ² au nord du site. Les eaux de ruissellement de cette zone s'écoulent gravitairement dans une fosse munie d'un dégrilleur et d'une cuve de stockage aérienne, alimentée par une pompe. L'exploitant n'a pu indiquer le fonctionnement de ce dispositif qui semble fonctionner de façon isolée du reste du site : les huiles sont-elles pompées séparément des eaux ou avec. L'exploitant n'a pas présenté de justificatif de pompage et élimination de ces eaux et huiles. Lors de la visite, l'exploitant a annoncé avoir installé au 1er semestre 2022 un nouveau-débourbeur déshuileur à proximité de la station de dépollution des VHU, sans qu'il ait informé l'Inspection de ce projet préalablement. A ce stade, l'Inspection ignore la nature de ce projet, son dimensionnement et l'objectif qui lui a été assigné. Compte tenu de l'absence de réponse de l'exploitant depuis l'échéance du délai de 3 mois après le précédent rapport d'inspection, soit depuis le 17 juillet 2021, l'Inspection propose au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure imposant au plus tard le 31/12/2022 de respecter l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en supprimant toute liaison directe entre les réseaux de collecte et le milieu récepteur et en établissant un plan des réseaux de collecte des effluents. Par ailleurs, l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre dans ce même délai la preuve du nettoyage de la zone d'espaces verts polluée, incluant le décaissement de la terre impactée,

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription.
Proposition de délais : 31/12/2022

N° 10 : curage annuel du séparateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les factures de curage et les bordereaux de suivi de déchets (BSD) du 15/06/2022 et du 15/09/2022 qui concernent le séparateur-hydrocureur principal à l'entrée du site, et le nouveau séparateur installé au sud de la zone VHU. Les quantités extraites sont comprises entre 2,5 à 3t par intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : analyses d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>fréquence semestrielle pour MES,DCO et HC ; fréquence annuelle pour métaux</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à notre demande les deux derniers rapports d'analyse. Le rapport WESSLING du 26/04/2022 relatif à l'intervention du 8/04/2022 indique : « Conditions de prélèvement très difficile compte tenu du fonctionnement des pompes sur niveau et du volume du bassin d'orage qui se déclenche lorsque le niveau d'eau est haut. Vidange occasionnelle ou lors d'événements pluvieux très importants. Pour ces raisons le prélèvement n'est pas accrédité et réalisé ponctuellement après déclenchement des pompes en mode manuel. » Cette difficulté est courante sur ce type de site avec un écoulement très intermittent selon les quantités d'eau pluviale. La DCO à 560 mg/l est largement supérieure au seuil de 125 mg/l. Le rapport WESSLING du 4/10/2022 relatif à l'intervention du 23/09/2022 indique 2 échantillons distincts : Aval 1 et Aval 2, sans qu'il soit précisé ce qui distingue ces 2 échantillons alors qu'auparavant un seul est réalisé. Ce rapport fait état pour Aval 1 d'un dépassement d'hydro-</p>

carbures totaux, à 22 pour une VLE à 10. L'absence de retour spontané à l'Inspection des résultats d'analyse, ainsi que l'absence d'interprétation des résultats, conduit l'Inspection à s'interroger sur le retour d'expérience de l'exploitant, suite à ces analyses et leurs résultats successifs.
D'ici le 31/12/2022 et en lien avec le constat n°9, l'exploitant présente la procédure de prélèvement et d'analyse de ses résultats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : stock de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Maximum 45 tonnes sur site.
<p>Constats : La précédente inspection (09/03/21) avait été suivie d'une mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai de 3 mois, soit en transmettant un dossier de mise en conformité IED de son établissement relatif au stockage de plus de 50 tonnes de déchets dangereux sur son site, soit en mettant en place des mesures de gestion permettant à l'exploitant de s'assurer que la quantité totale de déchets dangereux présents sur le site est inférieure à 50 tonnes.</p> <p>L'exploitant a choisi de limiter son stock total de déchets dangereux sur site à moins de 50 t. L'exploitant a indiqué avoir cessé depuis plusieurs mois d'utiliser la fosse d'une capacité de 60 t, qui servait de stockage temporaire des batteries au plomb, et qui permettait « physiquement » un stockage dépassant les 50 t.</p> <p>Le jour de la visite, le stock informatique est à 32,281 t de batteries, ce qui correspond bien au stock physique constaté sur le site. Une benne étanche placée dans le bâtiment sert de réceptacle unique de stockage des batteries au plomb du site. Sa capacité est de 35 tonnes, ce qui permet de garantir un stock maximum inférieur à 50 t. Le point 1 de la mise en demeure du 7 mai 2021 peut donc être levé.</p> <p>L'exploitant doit néanmoins finir de nettoyer l'ancienne fosse à batteries et apporter la preuve de la destruction externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des liquides qui y sont encore présents lors de la visite (plusieurs m³) - des traverses de chemins de fer retirées des flancs intérieurs de la fosse en inox (plusieurs dizaines de traverses). <p>Les factures et bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) correspondants doivent être transmis d'ici le 31/12/2022 à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet